

**MARCHE DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS D'ASCENSEURS DU PARC DE
L'URSSAF**

**URSSAF Midi-Pyrénées
166, rue pierre et Marie Curie
Labège
31061 TOULOUSE Cedex 9**

**CAHIER DES CHARGES
TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

**PIECE : CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES
CCTP COMMUN AUX 2 LOTS.**

JUILLET 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - GENERALITES :	4
1.1. - OBJET ET NATURE DU MARCHE :	4
1.1.1. Désignation et description des appareils à entretenir :	4
1.1.2. Personnel d'intervention :	4
1.1.3. Matériel et outillage :	5
1.2. - NATURE DES PRESTATIONS A ASSURER :	5
ARTICLE 2 - PRESTATIONS MINIMALES (PM) :	6
2.1. - OPERATIONS PERIODIQUES :	6
2.1.1. Fréquence des visites d'entretien des ascenseurs :	6
2.1.2. Vérification des installations :	6
2.1.3. Examen semestriel et annuel des installations :	6
2.1.4. Nettoyage des installations :	7
2.1.5. Lubrification des installations :	7
2.1.6. Organes de sécurité des installations :	7
2.2. OPERATIONS OCCASIONNELLES POUR L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS :	7
2.2.1. Réparation ou remplacement :	7
2.2.2. Mesures spécifiques :	7
2.2.3. Délais d'interventions :	8
2.3. - PIECES DE RECHANGE :	9
2.4. - ETAT DES LIEUX :	9
2.4.1. A la prise en charge du contrat :	9
2.4.2. En fin de contrat :	10
2.5. - DOCUMENTS A REMETTRE OU REMPLIR :	10
2.5.1. Carnets d'entretien :	10
2.5.2. Information par courriel :	11
2.5.3. Information en début de chaque année :	11
2.5.4. Information mensuelle :	11
2.5.5. Information semestrielle :	11
2.5.6. Rapport annuel :	12
2.5.7. Mise à jour de la base de données :	12
2.5.8. Affichage :	13
2.5.9. Avis de passage :	13
2.5.10. Notice d'instructions et des caractéristiques des installations :	13
2.5.11. Plan d'entretien des installations :	13
2.5.12. Etudes de sécurité (décret 2008-1325) :	13
2.6. - PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS :	14
2.6.1. Etiquette :	14
2.6.2. Phonie :	14
ARTICLE 3 - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES (PC) :	14
3.1. - EXTENSION DU CONTRAT :	14
3.2. - DETAIL DES PRESTATIONS :	15
3.2.1. Intervention diverses sans réparation :	15

3.2.2.	Dispositif d'alarme :	15
3.2.3.	Systèmes de téléalarme et GSM :	16
3.2.4.	Équipements type anti-vandales :	16
3.2.5.	Repères d'étages :	16
3.2.6.	Accès et systèmes de fermeture en machinerie :	16
3.2.7.	Tableaux électriques en machinerie :	16
3.2.8.	Arcades et plancher cabine :	16
3.2.9.	Portes cabines et palières :	17
3.2.10.	Commandes et signalisations :	17
3.2.11.	Machinerie, Gaine, cuvette et ensemble de l'installation :	17
3.2.12.	Boîtes d'appel « Pompiers » :	18
3.2.13.	Réalignement des guides :	18
3.2.14.	Poulie – câbles de traction :	18
3.2.15.	Parachute et limiteur :	18
3.2.16.	Réglage de la longueur des câbles, chaînes ou rubans :	18
3.2.17.	Contacts électriques :	18
3.2.18.	Jeux et réserves :	18
3.2.19.	Équilibrage :	18
3.2.20.	Serrage :	19
3.2.21.	Coffret de manœuvre :	19
3.2.22.	Groupe de traction :	19
3.2.23.	Antiparasitage et protection contre la foudre :	19
3.2.24.	Circuits électriques :	19
3.2.25.	Extracteur en machinerie :	19
3.2.26.	Amortisseurs :	19
3.2.27.	Formation du personnel sur le site :	19
3.2.28.	Abonnement GSM :	20
3.3.	- DELAIS D'EXECUTION :	20
3.4.	- REUNION ANNUELLE, INFORMATION :	20
3.4.1.	Réunion annuel :	20
3.4.2.	Information :	21
3.5.	- VERIFICATIONS TECHNIQUES :	21
3.6.	- MODIFICATIONS TECHNIQUES :	21
3.6.1.	Modifications techniques par le Titulaire :	21
3.6.2.	Modifications techniques par le L'URSSAF :	22
3.7.	- MODIFICATION DU NOMBRE D'APPAREILS A ENTREtenir EN COURS DE MARCHE :..	22
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE – PERIODE D'ESSAI :		22
4.1.	DUREE DU MARCHE :	22
4.2.	- PERIODE PROBATOIRE OU D'ESSAI :	22
4.3.	- RECONDUCTION :	22
ARTICLE 5 - TRAVAUX HORS CONTRAT DE MAINTENANCE :		23
ANNEXE 1 : ETAT DES LIEUX DE L'INSTALLATION D'ASCENSEUR A REALISER PAR LE PRESTATAIRE LORS DE LA PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS		25
ANNEXE 2 : PLAN D'ENTRETIEN A REALISER PAR LE PRESTATAIRE ET A ANNEXE AU PRESENT DOCUMENT		27

PREAMBULE

Le marché a pour objet un Contrat portant sur **l'entretien et le dépannage** des installations d'ascenseurs du parc de **L'URSSAF** dont la liste et les caractéristiques sont données en annexes 1 et 2 de l'AE.

Le terme : CLIENT, L'URSSAF désigne :

↳ Le pouvoir Adjudicateur ou Personne Responsable du Marché

Le terme : TITULAIRE, ENTREPRISE ou PRESTATAIRE désigne :

↳ La société titulaire du contrat.

Le présent accord, signé entre le MAITRE D'OUVRAGE et le TITULAIRE, prévoit la **réalisation simultanée et prioritaire de divers objectifs** :

- La fourniture du confort aux usagers (fonctionnement permanent),
- Le maintien des conditions de sécurité imposées par la réglementation (visites préventives systématiques et correctives effectives),
- L'entretien et le maintien permanent en parfait état de fonctionnement des appareils décrits,
- La rapidité d'intervention, la qualité de services - le dépannage 24h/24 - 365 jours par an,
- L'entretien du matériel de télésurveillance et la fourniture du service associé.

Dans cet esprit, chacune des parties s'engage à faciliter l'action de l'autre partie, par tous les moyens en sa possession et au minimum par les engagements pris dans les articles ci-après.

ARTICLE 1 - GENERALITES :

1.1. - OBJET ET NATURE DU MARCHÉ :

1.1.1. DESIGNATION ET DESCRIPTION DES APPAREILS A ENTRETENIR :

Ce marché a pour objet l'entretien, dépannage et réparations des ascenseurs du parc de **L'URSSAF** dont la liste et les adresses sont données dans les tableaux annexés à l'AE (DPFG annexe 1 et 2).

36+

1.1.2. PERSONNEL D'INTERVENTION :

Afin d'assurer sa mission, l'Entreprise devra disposer d'un effectif en nombre suffisant.

Les personnes désignées par l'entreprise sont seules autorisées pour la maintenance et le dépannage. Le personnel intervenant aura reçu une information et une formation spécifique concernant les risques liés aux interventions sur les ascenseurs.

L'équipe technique en charge de la maintenance devra avoir la compétence pour assurer correctement les interventions de maintenance et de dépannage sur la totalité des ascenseurs du présent marché quelle que soit la marque, la technologie ou l'ancienneté des équipements. **L'Entreprise prendra les dispositions nécessaires pour assurer la formation de son personnel.**

Le personnel intervenant devra être muni d'une carte professionnelle à l'entête de l'Entreprise **portant son nom et sa photo.**

Le personnel intervenant devra être muni des équipements nécessaires à garantir sa sécurité (harnais, gants, chaussures, vêtements appropriés, etc...)

Les véhicules seront munis d'un logo identifiant l'entreprise.

1.1.3. MATERIEL ET OUTILLAGE :

L'Entreprise fournit :

- L'outillage de base pour les opérations de maintenance,
- L'outillage spécifique pour les opérations de dépannages et de réparations tels que :
 - Outils test spécifiques à l'installation pour le diagnostic, la programmation de tous les équipements électroniques.
 - Micro-ordinateur et logiciels pour le diagnostic, la programmation de tous les équipements électroniques,
 - Les notices techniques et informations nécessaires au diagnostic, à la programmation de tous les équipements électroniques,
 - Les notices techniques et informations nécessaires au diagnostic, au réglage et au dépannage de tous les équipements techniques (armoires, sélecteurs, machines, portes, etc...),
 - L'outillage spécifique aux opérations de réparations importantes qui nécessitent des équipements de manutention et de mise en œuvre particuliers (grues, palans, tire-palettes, chariots, élingues, étau, postes à souder, outil de découpage, etc...),
- Les petites fournitures et le consommable (huile, chiffons, solvants, absorbants, etc...)

L'entreprise a donc à sa charge la fourniture de tous les outils de maintenance nécessaire à l'entretien et dépannage de l'ensemble des installations, ainsi que toutes les notices d'utilisation, de réglage et tableaux des codes et paramétrages.

L'entreprise devra donc se procurer ces éléments auprès des divers fabricant à ses frais.

Le L'URSSAF fournit :

- Les badges, clefs, codes d'accès de chacun des bâtiments équipés d'installations d'ascenseurs, et ce contre récépissé et sous la responsabilité du prestataire.

1.2.- NATURE DES PRESTATIONS A ASSURER :

Le **Titulaire** du marché s'engage à exécuter sous sa propre responsabilité, les prestations de fournitures et de main d'œuvre nécessaires à la parfaite exécution de l'entretien des installations qui lui sont confiées.

- ⇒ **Par une maintenance préventive systématique.**
- ⇒ **Par une maintenance corrective.**
- ⇒ **Par la réalisation de l'ensemble des dépannages et réparations.**

Les visites et interventions de maintenance préventives systématiques ont pour but de conserver le niveau de sécurité, réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps, les performances des matériels ou équipements à un niveau proche de celui des performances initiales.

Les interventions effectives dues au titre de la maintenance corrective et qui résultent notamment des constatations faites lors des visites systématiques, ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements et d'assurer la remise en état des matériels ou équipements suite à une défaillance.

Pour les ascenseurs : tel que défini par le décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 modifié par le décret n° 2008-291 du 28 mars 2008 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifié et complété par le décret 2012-674 du 07 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs, modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation, l'arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs, ainsi que les prestations complémentaires indiquées dans le présent document.

Le TITULAIRE devra toutefois adapter la fréquence et la consistance de ses visites et prestations aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation des appareils avec comme objectif de tendre vers 0 défaut (ou 0 panne).

L'entretien comprend obligatoirement la réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent être réparées, des pièces de l'installation présentant des signes d'usure excessive ou de vétusté. Seules les pièces cassées à la suite de malveillance, mauvaise utilisation, dégradation volontaire ou causes extérieures feront l'objet d'un devis justifié par photos des dégradations, et seront facturées en sus selon le BPU (annexe de l'acte d'engagement) et ce après validation du devis par l'**URSSAF**.

Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine ou d'un constructeur reconnu.

L'adaptation de pièces sur l'installation, si elle est nécessaire, relève de la responsabilité de la société chargée de l'entretien.

Le **Titulaire** du marché s'engage également à informer sans retard **L'URSSAF** de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Le **Titulaire** s'engage à assurer les prestations ci-après :

ARTICLE 2 - PRESTATIONS MINIMALES (PM) :

2.1. - OPERATIONS PERIODIQUES :

2.1.1. FREQUENCE DES VISITES D'ENTRETIEN DES ASCENSEURS :

Il doit être réalisé au moins une visite d'entretien toutes les **six semaines** (l'écart entre 2 visites de maintenance ne doit pas être supérieur à 42 jours) en vue de surveiller le fonctionnement de l'installation et effectuer les réglages nécessaires.

En aucun cas, un dépannage ou autres interventions ne pourront tenir lieu de visite d'entretien.

2.1.2. VERIFICATION DES INSTALLATIONS :

Une vérification à chaque visite de l'efficacité des serrures des portes palières, et s'il y a lieu des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières.

2.1.3. EXAMEN SEMESTRIEL ET ANNUEL DES INSTALLATIONS :

L'examen semestriel des câbles de traction et l'examen annuel des parachutes, des dispositifs de protection contre la chute libre ou la vitesse excessive, de la dérive de la cabine.

2.1.4. NETTOYAGE DES INSTALLATIONS :

Le nettoyage annuel de la cuvette, du toit de cabine et du local machinerie de l'installation.

Une attention particulière sera apportée dans le cas d'ascenseur sans machinerie, quant à la protection des paliers (sol, mur et plafond) lors des interventions.

2.1.5. LUBRIFICATION DES INSTALLATIONS :

La lubrification périodique de tous les éléments et pièces suscitant une lubrification ainsi que leur nettoyage.

2.1.6. ORGANES DE SECURITE DES INSTALLATIONS :

La vérification des organes de sécurité installés après le début du contrat dans le cadre de la mise en conformité des installations (Loi Urbanisme et Habitat) [ex. : dispositif contre le déverrouillage illicite].

2.2. OPERATIONS OCCASIONNELLES POUR L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS :

2.2.1. REPARATION OU REMPLACEMENT :

La réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent être réparées, des petites pièces de l'installation présentant des signes d'usures excessives selon la liste suivante :

Cabine	:	Boutons de commande y compris leur signalisation lumineuse et sonore, paumelles de portes, contacts de porte, ferme-porte automatique de porte battante, coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contact de porte, interface usager de l'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur), dispositif mécanique de réouverture de porte.
Paliers	:	ferme-porte automatique de porte battante, serrures, contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidages des portes et boutons d'appel y compris voyants lumineux, contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.
Machinerie	:	balais du moteur et tous fusibles.
Gaine	:	Coulisseaux de contrepoids.
Eclairage	:	ampoules cabine, machinerie et gaine ainsi que les éclairages de secours (batteries, piles et accumulateurs).

La réparation ou le remplacement des pièces énumérées précédemment, incombe à l'Entreprise titulaire du Contrat d'Entretien. Lorsque dans les conditions normales d'utilisation, elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses et ce sans que le titulaire puisse évoquer de notion de vétusté ou d'obsolescence des éléments.

2.2.2. MESURES SPECIFIQUES :

Les mesures d'entretien spécifique destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique mentionné à l'Article R 125-2.4 du décret n°2004-964.

2.2.3. DELAIS D'INTERVENTIONS :

En cas d'incident, les interventions pour dégager des personnes bloquées en cabine ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'installation sont soumises aux conditions suivantes :

2.2.3.1 Intervention en cas d'Urgence :

- Usager bloqué en cabine.

Les interventions pour dégager des personnes bloquées en cabine sont soumises aux conditions suivantes :

Le **Titulaire** du Marché doit intervenir dans un délai maximum **d'une heure** suivant la réception de l'appel téléphonique (ou d'un télex, ou d'un message téléphoné, ou d'un message transitant par la téléalarme) et ce, **24H sur 24H, 365 jours par an.**

Dans le cas où le prestataire ne peut intervenir dans les délais impartis pour les usagers bloqués en cabine, celui-ci devra y palier par d'autres moyens (pompier) sans délais et à ses frais.

2.2.3.2 Intervention en cas d'immobilisation de l'installation :

- Panne de l'installation (appareil à l'arrêt).

Les interventions pour le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'installation sont soumises aux conditions suivantes :

Le **Titulaire** du Marché doit intervenir dans un délai de **deux heures** suivant la réception de l'appel téléphonique (ou d'un télex, ou d'un message téléphoné, ou d'un message transitant par la téléalarme) et ce, **24H sur 24H, 365 jours par an.**

Le dépannage des installations, doit être effectué quel que soit le jour (ouvrable ou non) et quelle que soit l'heure (jour et nuit).

La remise en fonctionnement normal interviendra au maximum dans les quatre heures suivant l'arrivée du technicien sur site, sauf exception signifiée par écrit par le Titulaire et mentionnant la raison du dépassement et la date prévue de remise en service.

Toute immobilisation des équipements doit être obligatoirement et immédiatement signalée par l'entreprise à l'attention des usagers par SMS, par un affichage sur toutes les portes palières de l'ascenseur et à l'URSSAF par courriel ou voix dématérialisée.

2.2.3.3 Interventions pour mauvais fonctionnement (appareil non à l'arrêt) :

En cas de mauvais fonctionnement, sous réserve que celui-ci n'affecte pas la sécurité, le **Titulaire** du Marché interviendra, à partir de la réception de l'appel téléphonique, du télex ou du message par téléalarme, dans les délais suivants :

a) dysfonctionnements risquant l'immobilisation de l'installation :

- Le **Titulaire** du Marché doit intervenir dans un délai de **deux heures** suivant la réception de l'appel téléphonique (ou d'un télex, ou d'un message téléphoné, ou d'un message transitant par la téléalarme) et ce, **24H sur 24H, 365 jours par an.**

La remise en fonctionnement normal interviendra au maximum dans les **quatre heures** suivant l'arrivée du technicien sur site, sauf exception signifiée par écrit par le **Titulaire** et mentionnant la raison du dépassement et la date prévue de remise en service.

b) dysfonctionnement n'entraînant pas l'immobilisation de l'installation :

- Le **Titulaire** du Marché doit intervenir dans la demi-journée suivant l'acquittement de l'appel (matin / après-midi).

La remise en fonctionnement normal interviendra au maximum au bout de **vingt-quatre heures** au plus tard après l'acquittement du premier appel sauf exception signifiée par écrit par le **Titulaire** et mentionnant la raison du dépassement et la date prévue de remise en service.

Toute immobilisation des équipements doit être obligatoirement et immédiatement signalée par l'entreprise à l'attention des usagers par SMS, par un affichage sur toutes les portes palières de l'ascenseur et à l'URSSAF par courriel ou voix dématérialisée.

2.3. - PIÈCES DE RECHANGE :

Le **Titulaire** devra tenir un stock de pièces de rechange disponibles permettant de remplacer tout matériel hors d'usage dans les délais à l'Article 2.2.3. : « Délais d'interventions ».

En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte des délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des ascenseurs.

2.4. - ETAT DES LIEUX :

Nota : il est rappelé qu'une pénalité est prévue pour retard ou non de remise de ces documents ou informations.

2.4.1. A LA PRISE EN CHARGE DU CONTRAT :

Un état des lieux contradictoire sera établi dans un délai de **1 mois** suivant la prise du contrat. Il devra faire apparaître l'état initial de l'installation ainsi que la description et les caractéristiques (Article I a - R125-2.1 du Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 et du décret n°2012-674 du 07 mai 2012) de l'installation (document obligatoire à utiliser et à renseigner en annexe du présent CCTP).

Cet état des lieux sera réalisé par le **Titulaire** du contrat de maintenance et validé par **L'URSSAF**.

Dans tous les cas, cet état des lieux ne pourra engendrer sous aucun prétexte, pour oubli ou autres raisons, des prestations complémentaires. Le **Titulaire** est en effet censé avoir visité au préalable les installations et donc avoir émis toutes les réserves lors de la remise de son offre.

Il est rappelé que les installations sont prises dans l'état et ne peuvent faire l'objet de devis pour les travaux dus au titre du contrat de maintenance.

Cet état des lieux sera réalisé même si le **Titulaire** avait déjà la charge de la maintenance des installations dans un précédent contrat.

L'état des lieux une fois réalisé sera réannexé au présent document.

2.4.2. EN FIN DE CONTRAT :

En fin de marché, les installations devront être rendues par le **Titulaire**, en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté. Un état des lieux contradictoire pourra être réalisé à la demande de **L'URSSAF**. Il sera dressé contradictoirement deux mois avant la date d'expiration du marché ; la présence du **Titulaire** ou d'un représentant de ce dernier est obligatoire.

En cas de négligence ou de carence dûment constatée dans l'exécution des clauses du présent contrat, les travaux de remise en état nécessaires sont à la charge exclusive du **Titulaire** de ce contrat.

Les réserves émises à cette occasion devront être levées au plus tard deux semaines avant la date d'expiration du Marché, dans le cas contraire celles-ci seront traitées par le prestataire entrant et ce à la charge du prestataire sortant.

En cas de contestation, le différend sera réglé selon la procédure définie au CCAP.

2.5. - DOCUMENTS A REMETTRE OU REMPLIR :

Nota : il est rappelé qu'une pénalité est prévue pour retard ou non de remise de ces documents ou informations.

2.5.1. CARNETS D'ENTRETIEN :

L'entreprise devra disposer **obligatoirement** d'un système permettant la traçabilité des opérations d'entretien ou intervention sur les installations (suivi informatique dématérialisé « E carnet ») mise à jour au fil de l'eau ou au maximum toutes les 24h, il devra donner l'accès à ces informations sans surcoût au propriétaire de l'appareil.

Cet accès à la base de données a pour objectif, que L'URSSAF ou son représentant puisse récupérer de manière dématérialisée l'ensemble des données lui étant nécessaire pour ses contrôles, à savoir :

- Date et heure des interventions de maintenance
- Date et heure des interventions de dépannage.
 - Jour et heure d'appel des usagers ou L'URSSAF
 - Jour et heure d'arrivée sur sites
 - Jour et heure de remise à disposition
 - Durée d'indisponibilité
 - Compte rendu d'intervention

La fourniture de livrets de maintenance et d'entretien pour chaque installation **n'est pas obligatoire**. Mais si ce dernier est mis en place, il comportera obligatoirement les informations suivantes :

- La référence du contrat (n°) et la date d'échéance.
- La date de la visite d'entretien ainsi que les noms et signature du technicien.
- Les heures d'arrivée et de départ du technicien.
- La nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectués sur l'appareil au titre de l'entretien ou autres.
- Les dates et causes des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage.

L'ensemble de toutes les informations devra être inscrit textuellement. L'utilisation de codes ne sera pas acceptée.

Ce carnet d'entretien doit être laissé en permanence à la disposition du propriétaire de l'installation ou de son représentant. Celui-ci devra donc être déposé à proximité des installations ou dans un lieu défini par l'URSSAF.

Il doit être mis à jour lors de chaque visite.

2.5.2. INFORMATION PAR COURRIEL :

L'entreprise devra également dans le cadre du marché et sans surcoût, informer le L'URSSAF par courriel des événements suivants :

- Enregistrement des appels clients et usagers.
- Les interventions de dépannage ou autres (début et/ou fin).
- Les interventions de maintenance (début et /ou fin de visite).
- La mise à l'arrêt d'installation avec la date prévisionnelle de remise à disposition aux usagers.
- La remise en service d'installation.

-  **Le retard des visites de maintenance (hors délai contractuel).**

La liste des adresses courriel sera transmise après signature du marché.

2.5.3. INFORMATION EN DEBUT DE CHAQUE ANNEE :

Le Titulaire devra transmettre à l'URSSAF et ce le premier mois de chaque année (au 31 janvier dernier délai), un tableau Excel avec l'ensemble des visites de maintenance prévisionnelles de l'année et ce sur chaque installation.

Ce tableau devra faire apparaître :

- Le n° de la résidence -----.
- Le nom et adresse de la résidence.
- Le N° d'installation du prestataire.
- La date prévisionnelle (à la semaine) des visites de maintenance (toutes les six semaines maximum).

2.5.4. INFORMATION MENSUELLE :

Le Titulaire devra transmettre à l'URSSAF et ce, à la fin de chaque mois (1^{ère} semaine du mois suivant le mois concerné dernier délai), un tableau Excel avec l'ensemble des informations suivantes.

- L'ensemble des appels reçu pour intervention sur le mois.
- La date et heure de la réception de l'appel.
- La date et heure de l'intervention du technicien.
- La date et heure de la clôture de l'intervention.
- La cause de l'intervention.
- L'état de l'installation (en fonction / a l'arrêt).
- Le n° de la résidence -----.
- Le nom et adresse de la résidence.
- Le N° d'installation du prestataire.

2.5.5. INFORMATION SEMESTRIELLE :

Le Titulaire devra transmettre à l'URSSAF et ce dans le mois suivant la fin de chaque semestre (au 31 juillet pour le 1^{er} semestre et 31 janvier pour le 2^e semestre, derniers délais), un tableau Excel avec l'ensemble des visites de maintenances effectives du semestre sur chaque installation.

Ce tableau devra faire apparaître :

- Le n° de la résidence -----.
- Le nom et adresse de la résidence.
- Le N° d'installation du prestataire.
- La date précise de chaque visite de maintenance.

2.5.6. RAPPORT ANNUEL :

Le **Titulaire** remettra un rapport annuel au titre du Chapitre III de l'article R125-2.1 du décret n°2004-964 du 9 septembre 2004 et du décret n°2012-674 du 07 mai 2012 faisant apparaître par installation :

- L'inventaire mis à jour du matériel en place.
- L'état des installations.
- Le nombre de pannes ayant nécessité une intervention.
- Le temps total d'indisponibilité.
- Les prestations non comprises au titre du marché de base et de l'extension que le **Titulaire** du marché préconise afin que l'installation fonctionne dans les conditions optimales, dans ce cas un devis détaillé sera joint.

Ce rapport fera également apparaître la liste des prestations spécifiquement effectuées dans le cadre de l'extension de l'année écoulée. L'absence de cette liste signifiera que le prestataire n'a réalisé aucun remplacement de pièces en dehors de celles concernant les clauses minimales au sens de l'Article R125-2.1 du décret n°2004-964 du 9 septembre 2004.

Pour les installations présentant des pannes de manière régulière, la périodicité de ce bilan pourra être modifiée.

Ces dispositions ne dispensent en rien le **Titulaire** d'adresser l'**URSSAF** les relevés, documents et bilans intermédiaires que celui-ci sera amené à lui demander.

Ce rapport sera remis à la Direction de l'**URSSAF** au plus tard **le 31 janvier de chaque année**.

Nota : ***Il est rappelé qu'une pénalité est prévue pour retard ou non de remise de ce document.***

2.5.7. MISE A JOUR DE LA BASE DE DONNEES :

Le L'URSSAF pourra mettre en place une base de données permettant de recenser l'ensemble des interventions et les données techniques afférentes au contrat objet du présent marché.

Afin de constituer et de mettre à jour cette base de données, il pourra être demandé au Titulaire, de déposer les livrables sur la plateforme de gestion informatisée mise à disposition par l'URSSAF à l'occasion de chaque mission décrite précédemment.

Le Titulaire devra à l'occasion de chaque mission :

- Déposer Les informations et les documents sous format exigé et définit par l'URSSAF
- Compléter le tableau de synthèse de l'URSSAF directement sur la plateforme mise à disposition par l'URSSAF.
- Envoyer par mail sous 24h à l'ordonnateur figurant sur la commande l'information de cette mise à disposition.

Cette prestation ne fait pas l'objet d'une facturation supplémentaire, elle est incluse dans le prix des différentes missions pour lesquelles cette mise à jour est demandée.

2.5.8. AFFICHAGE :

Le **Titulaire** devra apposer une affichette à l'intérieur de la cabine de chaque installation afin de prévenir les usagers (propriétaire, locataires, ...) de l'exécution de l'entretien périodique.

Cette affichette devra préciser la date de visite ainsi que le nom de l'Entreprise et du technicien ayant effectué cette visite.

Par ailleurs, le **Titulaire** posera des affiches sur les portes palières des installations lors des opérations de maintenance, travaux ou lors du maintien à l'arrêt de l'ascenseur. En cas de mise à l'arrêt de l'installation cette affiche devra préciser la date de l'arrêt, le temps d'indisponibilité et la date de remise en service.

2.5.9. AVIS DE PASSAGE :

Le **Titulaire** devra informer l'URSSAF du jour et de l'heure approximative (par tranche de 2 heures « 8 à 10, 10 à 12, 14 à 16 et 16 à 18 ») de chaque visite d'entretien de chacune des installations et ce au minimum 7 jours avant celles-ci.

2.5.10. NOTICE D'INSTRUCTIONS ET DES CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS :

Dès le début de son contrat d'entretien, le **Titulaire** devra établir une notice décrivant les caractéristiques de chaque installation ainsi que les instructions nécessaires au maintien en bon état de fonctionnement de chaque installation dont il a la charge. Ce document sera remis à l'**URSSAF** en fin de contrat (Chapitre II Article R 125-2.1 du Décret n°2004-964 du 9 septembre 2004).

2.5.11. PLAN D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS :

A la prise en charge de l'entretien des installations, le **Titulaire** devra élaborer un plan d'entretien décrivant l'organisation, les moyens et le mode opératoire pour la maintenance des installations qui lui sont confiées.

Le plan d'entretien une fois réalisé, sera annexé au présent document (annexe 2).

2.5.12. ETUDES DE SECURITE (DECRET 2008-1325) :

Dans le cadre du marché, l'Entreprise devra se soumettre aux dispositions du décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 et afficher en machinerie un exemplaire de la fiche descriptive de risques. Cette étude sera réalisée dans les 6 semaines suivant la prise en charge de nouvelle installation et remise à jour chaque fois que nécessaire et au minimum dans les conditions prévues à l'article R.453-4 du décret 2008-1325 (en cas de transformation importante, suite à la réception du contrôle technique quinquennal, après intervention de mesures consécutives au signalement d'une situation de danger grave et imminent.....).

2.6. - PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS :

2.6.1. ETIQUETTE :

Dans les 15 jours qui suivent la prise en charge des installations, l'Entreprise devra apposer sur toutes les installations, une étiquette autocollante, indiquant le nom de l'entreprise et le numéro de téléphone à composer en cas de panne, en haut de la porte palière du niveau principal, ainsi qu'une autre étiquette au-dessus de la boîte à boutons cabine, à proximité du plafond.

Ces étiquettes autocollantes seront remplacées lors des visites de maintenance en cas de disparition ou d'illisibilité.

2.6.2. PHONIE :

Dans les **15 jours** qui suivent la prise en charge des installations, l'Entreprise aura transféré dans ses propres services, la totalité des lignes téléphoniques, des téléalarmes, télésurveillances, liaison bidirectionnelle où téléphone « main libre », de façon à pouvoir maintenir la liaison bidirectionnelle entre le centre de réception des appels et les installations dont il a la charge.

L'entreprise devra remplacer si nécessaire, l'ensemble des cartes SIM des GSM.

Dans le cas de l'impossibilité de reprogrammer la phonie existante sur la centrale d'appel du prestataire de maintenance, celui-ci aura en charge à ses frais de remplacer la phonie existante par une phonie conforme à la réglementation.

Cette phonie restera sa propriété et retirée en fin de contrat avec remise en place de la phonie d'origine.

ARTICLE 3 - PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES (PC) :

3.1. - EXTENSION DU CONTRAT :

L'extension comprend la prise en charge des éléments et des prestations complémentaires suivantes :

- ⇒ La réparation des pièces usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent être réparées (câbles par exemple) **et ce sans que le titulaire puisse évoquer de notion de vétusté ou d'obsolescence des éléments.**
- ⇒ Les travaux sont effectués à l'initiative du **Titulaire** et concernent en particulier les organes suivants :

Installation électrique :

➤ Gaine :

- Câbles ou courroies de traction, de régulateur, de compensation et de sélecteur d'étages ;
- Impulseurs orienteurs, contacts fixes et mobiles et interrupteurs d'étages et de fin de course ;
- Câbles souples pendentifs
- Poulies de renvoi ou de mouflage ;
- Colonnes palières ;
- Parachute de sécurité.
- Amortisseurs cabine et contrepoids
- Moyen d'accès en cuvette ;
- Interrupteur et prise fond de cuvette
- Equipement toit de cabine (boîtier d'inspection, balustrade.....)
- Dispositif de protection contre la chute libre, dispositif contre la dérive de la cabine, limiteur de vitesse.

- **Machinerie :**
 - Moteur (roulements, paliers, bobinages, rotor et stator),
 - Treuil (arbre à vis, engrenage, poulies, paliers, roulements, coussinets) et gearless,
 - Frein (mâchoires, bobines, garnitures),
 - Contrôleurs de manœuvre (bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles, carte et éléments électronique, microprocesseur, variation de fréquence et autres),
 - Transformateurs,
 - Organes de sélecteurs,
 - Contrôleur d'étages et régulateur de vitesse,
 - Câbles et poulies,
 - Moyen d'accès et équipement de fermeture de la machinerie.
- **Cabine :**
 - Cellule et barrière de cellule.
 - Ensemble des commandes et signalisations.
- **Palier :**
 - Ensemble des commandes et signalisations.

NOTA : La précédente liste est non exhaustive, tous éléments présentant une usure ou dysfonctionnement dans le cadre d'une utilisation normale des installations est à la charge du prestataire dans le cadre du présent contrat et ce sans que le titulaire puisse évoquer de notion de vétusté ou d'obsolescence des éléments.

3.2. - DETAIL DES PRESTATIONS :

3.2.1. INTERVENTION DIVERSES SANS REPARATION :

Les interventions sur site (même suite à appel), ne nécessitant aucune réparation particulière ne pourront pas faire l'objet de régularisation et facturation, mais seront à prendre en charge au titre du contrat de maintenance et notamment :

- Coupure de courant ou disjonction diverses.
- Objet ou détritrus dans les seuils palier ou cabine.
- Objet ou détritrus obturant les cellules ou barrière de cellules.
- Objet ou détritrus empêchant le fonctionnement des contacts de seuil cabine.
- L'enclenchement des fins de course haut et bas.
Toutes autres interventions sans réparation ou remplacement de matériel.

3.2.2. DISPOSITIF D'ALARME :

Le contrôle à chaque visite du fonctionnement du dispositif d'alarme.
L'entretien, la remise en état et / ou le remplacement à l'identique des dispositifs d'alarme, quelle que soit la raison du dysfonctionnement (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié), hors canalisations enterrées ou inaccessibles, « batteries et tableau d'alarme » quand ces derniers ne concernent pas uniquement les alarmes ascenseurs.

3.2.3. SYSTEMES DE TELEALARME ET GSM :

Le contrôle à chaque visite du fonctionnement de la phonie.

L'entretien, la remise en état et / ou le remplacement à l'identique des systèmes de téléphones, téléalarmes, télésurveillance, GSM, quelle que soit la raison du dysfonctionnement (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié).

3.2.4. ÉQUIPEMENTS TYPE ANTI-VANDALES :

Le remplacement des équipements du type « anti-vandales » lorsqu'ils existent, sauf ceux nécessités par les dégâts consécutifs à des actes de grande violence (explosifs, incendie, utilisation de barres à mine, pinces monseigneur, haches, injections de produits chimiques etc ...).

3.2.5. REPERES D'ETAGES :

Le renouvellement si nécessaire des repères d'étages sur les câbles de traction ou câble limiteur (ascenseur électrique), à réaliser par une peinture claire.

Le remplacement des voyants et l'ensemble des équipements visuels de la présence de la cabine au niveau.

3.2.6. ACCES ET SYSTEMES DE FERMETURE EN MACHINERIE :

L'entretien et le remplacement (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié) des systèmes d'accès et de fermeture des machineries (échelle, boîtier de stockage d'échelle, barre d'accrochage, crosse de rétablissement, verrous, serrures, paumelles, système de contrebalancement et système de maintien des trappes en ouverture) quelle que soit la raison de l'intervention (y compris les boîtes à clés et les plaques d'instructions et signalétiques), ainsi que l'entretien fonctionnel des trappes et portes (graissage des paumelles par exemple).

Cette clause s'applique avec les mêmes réserves que celles visées au paragraphe **3.2.4** ci-avant.

3.2.7. TABLEAUX ELECTRIQUES EN MACHINERIE :

L'entretien, la remise en état et / ou le remplacement à performance équivalente de l'ensemble des dispositifs constituant les tableaux électriques en machinerie (circuits Force, Lumière, protection prise et autres).

3.2.8. ARCADES ET PLANCHER CABINE :

Le contrôle des arcades et planchers cabine et les retouches de peinture nécessaires en cas de légère corrosion.

Le **Titulaire** est tenu de signaler par écrit au **L'URSSAF** toute oxydation ou corrosion importante des éléments ci-dessus cités. En cas de non-observation de cette obligation, il se verra chargé, à ses frais, du traitement anti-corrosion des parties incriminées.

3.2.9. PORTES CABINES ET PALIERES :

L'entretien fonctionnel (y compris le nettoyage des seuils), sans le remplacement, des accessoires des cabines (miroir, main courante), des portes cabines et des portes palières (poignées, pare-closes).

Le contrôle, réglage et remplacement nécessaire des boutons d'appel palier et bouton d'envoi cabine ainsi que leurs voyants et les éventuels contacts à clef ou digicodes.

Le contrôle, réglage et remplacement des cellules ou barrière de cellule des portes cabines.

Le contrôle, réglage et remplacement des éléments constituant l'opérateur et le chariot des portes cabines (moteur, galet, contre galets, contacts électrique etc...).

Le contrôle, réglage et remplacement des sabres, came ou électro-came de déverrouillage des portes palières.

Le contrôle, réglage et remplacement des éléments constituant la porte palière (galet, contre galets, patins, serrures, contacts électrique, contrepoids ou ressort de rappel, etc...).

L'ensemble des éléments énuméré précédemment seront remplacés au titre de l'extension du contrat en cas d'usure normale de l'installation ou de dysfonctionnement (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié).

Le **Titulaire** est tenu de signaler par écrit au **L'URSSAF** toute oxydation ou corrosion des éléments ci-dessus cités. En cas de non-observation de cette obligation, il se verra chargé, à ses frais, du traitement anti-corrosion des parties incriminées.

3.2.10. COMMANDES ET SIGNALISATIONS :

Le contrôle, réglage et remplacement nécessaire (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié) des boutons d'appel palier et bouton d'envoi cabine ainsi que leurs cartes interface, voyants et les éventuels contacts à clef ou digicodes.

Le contrôle, réglage et remplacement nécessaire (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié) des signalisations palières et signalisations cabine et leurs cartes interfaces.

3.2.11. MACHINERIE, GAINE, CUVETTE ET ENSEMBLE DE L'INSTALLATION :

Le maintien permanent de l'état de propreté de l'installation comprenant au minimum les points suivants :

- Le nettoyage de la machinerie,
- De la gaine,
- Des ponts de guides,
- Du toit de cabine
- Et de l'ensemble de l'installation

Tous les **six mois**, afin qu'aucun papier, chiffon ou objet divers ne puissent gêner la lecture des capteurs et le fonctionnement correct des équipements.

L'entretien et le nettoyage de la cuvette tous les **trois mois**.

3.2.12. BOITES D'APPEL « POMPIERS » :

L'entretien fonctionnel avec essai semestriel et le remplacement des boîtes « Pompiers » et équipements d'appel prioritaire s'il en existe, et quelle que soit la raison de l'intervention ou du remplacement (hors acte de vandalisme ou raison extérieure justifié).

3.2.13. REALIGNEMENT DES GUIDES :

Le réalignement des guides cabine et/ou contrepoids, sauf s'il est prouvé **par le titulaire** que la déformation est consécutive à un mouvement du bâtiment.

3.2.14. POULIE – CABLES DE TRACTION :

Remplacement si nécessaire des poulies (traction, déflexion, mouflage ...) et des câbles de traction (il est entendu par poulie : les pignons, tambour ou autres et il est entendu par câbles de traction : les chaînes, courroie ou autres).

3.2.15. PARACHUTE ET LIMITEUR :

Le contrôle semestriel du fonctionnement du parachute, du limiteur de vitesse, du câble, de la poulie tendeuse et de l'ensemble des contacts électriques liés au système parachute (contact survitesse, cabine et poulie tendeuse) ainsi que les réglages et remplacements nécessaires de tous les éléments (pince parachute, limiteur, poulie tendeuse, câble ou autres) constituant le parachute ou frein en montée (cabine, contrepoids, frein de poulie, ou autres ...) en Montée ou en Descente.

3.2.16. REGLAGE DE LA LONGUEUR DES CABLES, CHAINES OU RUBANS :

Le réglage de la longueur des câbles de suspension, de limiteur de vitesse, des rubans de sélecteur et des chaînes ou câbles de compensation.

3.2.17. CONTACTS ELECTRIQUES :

Le contrôle et réglage et remplacement de l'ensemble des contacts électriques fixes ou mobiles (culbuteur, capteur, sélecteur, impulseur, cartes électroniques, fin de course, contacts divers etc...) en machinerie, en gaine sur et sous cabine dans le cadre d'une usure par le fonctionnement normal de l'installation hors actes de vandalisme, de projection d'eau, de sur-tension réseau, d'orage ou de toute raison extérieure justifiée par le **Titulaire** du présent contrat.

3.2.18. JEUX ET RESERVES :

Le contrôle et réglage régulier des jeux des coulisseaux cabine et contrepoids. Le contrôle et réglage régulier des réserves nécessaires sous cabine et sous contrepoids conformément aux textes applicables. Ainsi que les contrôles et réglages de l'ensemble des organes fonctionnels de l'installation.

3.2.19. EQUILIBRAGE :

L'entreprise aura en charge le contrôle des équilibrages des installations. S'il s'avère que ceux-ci ne sont pas corrects, l'entreprise aura en charge de procéder aux équilibrages des installations par ajout ou suppression de charge du contrepoids au titre du contrat de maintenance.

3.2.20. SERRAGE :

Le contrôle régulier des serrages de l'ensemble des fixations et connexions.
Contrôle de l'ensemble de la boulonnerie cabine, gaine, machinerie.
Contrôle de l'ensemble des connexions cabines, gaine, palier, machinerie.

3.2.21. COFFRET DE MANŒUVRE :

Le contrôle, réglage et remplacement des éléments constituant le coffret de manœuvre (bobines, transformateur, relais, contacteurs, résistances, redresseurs, condensateur, sélecteur, filtre, variation de fréquence, cartes électronique, ventilateur, etc....) dans le cadre d'une usure par le fonctionnement normal de l'installation hors actes de vandalisme, de projection d'eau, de sur-tension réseau, d'orage ou de toute raison extérieure justifiée par le **Titulaire** du présent contrat.

3.2.22. GROUPE DE TRACTION :

Le contrôle, réglage et remplacement des éléments constituant le groupe de traction (bobinage du moteur électrique de traction, bobinage de la génératrice, mâchoire de frein, bobine de frein, garniture, roulements, paliers, coussinets, vis sans fin, couronnes, engrenages, arbres lents, étanchéité, moteur gearless, etc....) dans le cadre d'une usure par le fonctionnement normal de l'installation.

3.2.23. ANTIPARASITAGE ET PROTECTION CONTRE LA FOUDRE :

L'entretien et le dépannage des systèmes d'antiparasitage et de protection contre la foudre.

3.2.24. CIRCUITS ELECTRIQUES :

La vérification des circuits électriques souples, et si besoin est, leur remplacement, après mesures d'isolement ou de continuité, quelle que soit la cause du défaut.

La vérification des circuits électriques fixes, et si besoin est, leur remplacement, après mesures d'isolement ou de continuité, si le défaut n'est pas dû à un acte de vandalisme, ou à une infiltration ou projection de liquides divers justifiée par le **Titulaire** du présent contrat.

3.2.25. EXTRACTEUR EN MACHINERIE :

L'entretien, le nettoyage et le remplacement si nécessaire des extracteurs machinerie, ainsi que tous leurs éléments de protection et de commande (fusible, disjoncteur, thermostat, etc etc).

3.2.26. AMORTISSEURS :

L'entretien et le remplacement si nécessaire des amortisseurs cabine ou contrepoids, ainsi que leurs fixations et leurs états de conservations.

3.2.27. FORMATION DU PERSONNEL SUR LE SITE :

L'instruction au personnel nommément désigné par le **Maître d'Ouvrage**, gardien de la chose, des mesures minimales à entreprendre dans le cadre de la sécurité.

3.2.28. ABONNEMENT GSM :

L'entreprise aura en charge et sous sa responsabilité la fourniture de la carte SIM, les frais d'abonnement et de communication nécessaire au fonctionnement des GSM.

Le prestataire s'engage à maintenir le fonctionnement des abonnements et communication sur la durée du marché **plus (+) 3 mois**, temps nécessaire au remplacement des cartes SIM par un éventuel nouveau prestataire.

Le montant de cette prestation sera indiqué dans le DPGF (annexe 1 et 2 de l'AE).

3.3. - DELAIS D'EXECUTION :

L'ensemble des prestations de l'Extension du contrat doit être réalisé dans le cadre des visites d'entretien ou de dépannage.

La fourniture et la mise en place des pièces nécessaires au dépannage et la remise en fonction de l'installation devront avoir lieu dans les **4 heures** suivant l'arrivée du technicien sur site.

En cas de remplacement nécessaire de pièces n'affectant pas la sécurité et ne provoquant pas l'arrêt de l'installation, le délai d'intervention et de remplacement des éléments devra respecter les délais indiqués au tableau annexe **3** de l'AE « bordereau de prix unitaire » renseigné par le titulaire du présent marché.

A défaut de renseignement sur l'annexe **3** de l'AE « bordereau de prix unitaire » le délai de fourniture sera considéré comme immédiat.

3.4. - REUNION ANNUELLE, INFORMATION :

3.4.1. REUNION ANNUEL :

Une réunion annuelle pourra être organisée dans les locaux du Maître d'ouvrage.

Lors de cette réunion, il sera abordé le taux de pannes annuelles, ainsi que les moyens mis en œuvre pour traiter les appareils posant des problèmes récurrents et les mesures correctives à engager.

Il sera également abordé les éventuels devis émis concernant des travaux hors contrat, afin d'en contrôler le coût, la justification et la réelle nécessité de leur réalisation.

Il sera également calculé les éventuelles pénalités applicables.

L'entreprise fournira donc au maximum dans les 15 jours suivant la demande, le listing des interventions par installation comprenant :

- La date et l'heure d'appel
- La date et l'heure d'intervention
- L'état de l'installation à l'arrivée
- La raison détaillée de l'intervention
- La raison détaillée du dysfonctionnement
- La réparation ou dépannage effectué
- La date et heure de remise à disposition
- Le temps d'indisponibilité.

3.4.2. INFORMATION :

Le prestataire devra informer les représentants du maître d'ouvrage dans le cadre du contrat de maintenance et sans surcoût, de toutes les informations (enregistrement des appels, arrivé du technicien sur site, clôture de la panne, remise en service de l'installation) et tous les événements importants constatés ou rencontrés sur les installations et notamment des arrêts prolongés des installations.

Pour ce faire, le prestataire réalisera cette information par **courriel** à des adresses transmises ultérieurement (3 à 4 adresses maximum).

L'information devra indiquer, l'installation concernée, l'objet de l'appel, la panne ou défaut constaté, la remise à disposition de l'installation aux usagers, la mise à l'arrêt éventuelle de l'installation, la raison de la mise à l'arrêt et la date prévue de remise à disposition.

3.5. - VERIFICATIONS TECHNIQUES :

L'URSSAF se réserve le droit de faire effectuer à tout moment par un organisme de son choix, les expertises ou contrôles qu'il estimerait nécessaires.

Ces vérifications techniques entendent le contrôle pluriannuel éventuel, le contrôle ponctuel éventuel et le contrôle quinquennal selon la loi Urbanisme et Habitat, son décret et ses arrêtés et le contrôle réglementaire selon l'arrêté du 25 juin 1980 modifié par les arrêtés du 6 mars 2006 et 26 juin 2008, l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié par l'arrêté du 18 août 1986.

L'URSSAF informera le **titulaire** de la nécessité de sa présence sur l'installation, au minimum 7 jours avant la date du dit contrôle.

En conséquence, le **Titulaire** du Marché s'engage au titre du contrat et sans surcoût, à être représenté lors de ces visites par une personne compétente sur le plan technique.

Si ces vérifications révélaient que l'entretien n'est pas effectué conformément aux prescriptions du présent marché elles entraîneraient des pénalités prévues au CCAP.

Si une nouvelle intervention du contrôleur (contre visite de l'installation) s'avérait nécessaire, les frais y afférents seraient à la charge du **Titulaire** du Marché.

3.6. - MODIFICATIONS TECHNIQUES :

3.6.1. MODIFICATIONS TECHNIQUES PAR LE TITULAIRE :

Après toute modification des installations effectuée dans le cadre du présent Marché, obligation au **Titulaire** de mettre à jour les plans et/ou schémas des installations et transmettre à l'**URSSAF** un exemplaire de ces plans et/ou schémas modifiés.

Après chaque intervention, le représentant du **Titulaire** doit remplir le carnet d'entretien de l'installation concerné, en précisant toutes les opérations effectuées ainsi que les dates, conformément à l'Article **2.5.1.** du présent CCTP.

Ce carnet doit rester à la disposition du représentant local de l'**URSSAF**.

L'URSSAF procédera, périodiquement, à une vérification de ces carnets qui serviront de référence, pour établir s'il y a lieu, le montant des pénalités prévues au CCAP.

3.6.2. MODIFICATIONS TECHNIQUES PAR LE L'URSSAF :

L'URSSAF informera le **Titulaire** de toute modification technique apportée à l'installation.

Il appartiendra au **Titulaire** de formuler, dans un délai d'un mois après fourniture du descriptif de la modification envisagée par l'**URSSAF** ses observations ou réserves éventuelles sur la modification envisagée. Passé ce délai, les modifications sont considérées comme acceptées par le **Titulaire**.

3.7. - MODIFICATION DU NOMBRE D'APPAREILS A ENTREtenir EN COURS DE MARCHÉ :

En cours de marché, le nombre d'installation à entretenir pourra être modifié, en plus ou en moins, pour les motifs suivants :

- ⇒ Suppression d'une installation ;
- ⇒ Vente ou démolition d'un bâtiment ;
- ⇒ Remplacement d'une installation existante par une entreprise autre que celle titulaire du présent marché ;
- ⇒ Modification d'une installation par une entreprise autre que celle titulaire du présent marché, telle que modernisation, amélioration, mise en sécurité, travaux SAE.

⇒ Rajout d'une installation.

Sera alors précisé par avenant :

- ⇒ La date de prise d'effet et la durée du nouveau contrat d'entretien.
- ⇒ Le montant annuel du nouveau contrat d'entretien de l'installation concernée.
- ⇒ La durée du contrat.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ – PERIODE D'ESSAI :

4.1. DUREE DU MARCHÉ :

Le marché est établi pour une période ferme de quatre ans (48 mois), il prendra effet le 1^{er} janvier 2026 et se terminera le 31 décembre 2029.

4.2. - PERIODE PROBATOIRE OU D'ESSAI :

Il comporte une période d'essai d'une année à compter de sa date de prise d'effet, à l'issue de laquelle le maître d'ouvrage pourra résilier le marché sans indemnité, à condition d'avertir le titulaire au plus tard trois mois avant la date d'échéance de la première année du contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception.

4.3. - RECONDUCTION :

Sans objet.

ARTICLE 5 - TRAVAUX HORS CONTRAT DE MAINTENANCE :

Dans le cas de travaux hors contrat de maintenance (suite à acte de malveillance ou autres), un devis devra être transmis à l'URSSAF sous **24 à 48 heures maximums** et selon le montant indiqué dans le bordereau de prix unitaires joints au marché (annexe 3 de l'AE) **et accompagné de photos datées des éléments dégradés.**

Le devis devra faire apparaître les travaux à réaliser, le N° de la ligne correspondant au bordereau de prix et le délai de fourniture et réalisation indiqué au BPU, en l'absence de prestation correspondante, le devis sera réalisé selon les conditions indiquées dans ledit bordereau.

Pour tous devis **important suite à une grosse dégradation** un constat préalable devra être effectué sur site par un représentant de l'URSSAF.

Dans tous les cas, le devis devra ensuite faire l'objet d'une validation ou bon de commande délivré par l'URSSAF avant toute réalisation.

Toute prestation réalisée sans l'accord express de l'URSSAF, notifié par écrit, ne pourra faire l'objet d'une facturation à l'URSSAF.


Fait à :

Le :

Pour le TITULAIRE

ANNEXES

Annexe 1 : Etat des lieux de l'installation d'ascenseur à réaliser par le prestataire lors de la prise en charge des installations

URSSAF Midi-Pyrénées 166, rue pierre et Marie Curie Labège 31061 TOULOUSE Cedex 9	
--	--

Etat des lieux de l'installation d'ascenseur lors de la prise en charge en date du

Adresse de l'installation :

Numéro de l'installation :

Marque d'origine:.....

Charges:....Kg

Vitesse:...m/s

Contrôles:.....

Niveaux desservis :....

Présence des documents techniques :

Plans d'installation	:	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>
Schémas électriques de l'installation	:	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>
Dossier technique	:	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>
Notice d'instruction	:	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>

Observations :

Les observations relevées ce jour sont les suivantes :

.....

.....

.....

.....

Je soussigné M ayant pouvoir d'engager la société ----- déclare avoir pris en charge pour le compte de la ----- l'installation d'ascenseur au titre du marché d'entretien prenant effet au -----, en parfait état d'entretien et de fonctionnement, hormis les observations relevées ci-dessus.

Conformément aux clauses du marché, cet état des lieux entrant ne pourra engendrer sous aucun prétexte, pour oubli ou autres raisons, des prestations complémentaires. Le Titulaire est en effet censé avoir visité au préalable les installations et donc avoir émis toutes les réserves lors de la remise de son offre.

Signatures :

Prestataire

L'URSSAF

**Annexe 2 : Plan d'entretien à réaliser par le prestataire et a
annexé au présent document**